



**PRÉFET  
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement  
et des transports d'Île-de-France  
Unité départementale des Hauts-de-Seine**

Service Risques et installations classées  
de Paris et des Hauts-de-Seine  
167-177 avenue Joliot Curie  
BP 102  
92013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 25/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **AXA Investment Managers Paris**

Tour Majunga - La défense 9 -  
6 place de la pyramide  
92800 Puteaux

Code AIOT : 0007406343

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/03/2025 dans l'établissement AXA Investment Managers Paris implanté 95 A 97 RUE DU MOULIN DE CAGE 92230 Gennevilliers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AXA Investment Managers Paris
- 95 A 97 RUE DU MOULIN DE CAGE 92230 Gennevilliers
- Code AIOT : 0007406343
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est un entrepôt classé à la rubrique 1510 de la nomenclature des ICPE.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

**Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie

**2) Constats****2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conformité au dossier et aux plans d'autorisation d'exploiter	AP de Mise en Demeure du 02/12/2020, article 2	Avec suites, Astreinte	Sans objet
2	Surveillance et contrôle des accès	AP de Mise en Demeure du 02/12/2020, article 3	Avec suites, Astreinte	Sans objet
3	Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie	AP de Mise en Demeure du 02/12/2020, article 6	Avec suites, Astreinte	Sans objet
4	Exercice d'évacuation du personnel	AP de Mise en Demeure du 02/12/2020, article 5	Avec suites, Astreinte	Sans objet
5	Détection automatique d'incendie sur mezzanine	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II point 12	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
6	Prescriptions générales – nombre de cellules – conformité au dossier et aux	Arrêté Préfectoral du 08/03/2005, article Titre 1 condition 1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
7	Respect des dispositions constructives – état des murs coupe-feu	Arrêté Préfectoral du 08/03/2005, article Conditions 11, 12, 16, 17, 27	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
8	Issues de secours maintenues en libre accès	Arrêté Préfectoral du 08/03/2005, article Condition 17	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
9	Porte coupe-feu	Arrêté Préfectoral du 08/03/2005, article condition 11	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Situation administrative au titre des ICPE	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Le R.511-9 et son annexe, rubrique 1510	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
11	Exercice de défense contre l'incendie	AP de Mise en Demeure du 02/12/2020, article 5	Susceptible de suites	Sans objet
12	État des matières stockées - gestion accidentelle (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
13	État des matières stockées d'information de la population (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
14	Effets thermiques sur les tiers (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'ensemble des points identifiés comme non-conformes lors de la précédente inspection réalisée en 2023 ont pu être levés.

À noter que le site ne comporte aujourd'hui plus aucune activité de stockage, tous les locataires ont quitté les lieux.

Toutes les cellules sont désormais vides.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Conformité au dossier et aux plans d'autorisation d'exploiter**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 02/12/2020, article 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, modifications non déclarées (mezzanine et stockage de pneumatique)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 06/04/2023</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte</li> </ul>

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société SCI GENNEVILLIERS LOGISTICS INVESTMENTS est mise en demeure de respecter les dispositions de la condition 1 du titre 1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation RAA n°2005-098 du 08/03/2005.</p> <p>Elle devra soit revenir en conformité à son arrêté d'autorisation, soit mettre en conformité l'installation avec la réglementation en vigueur et informer l'inspection des modifications par un porter à connaissance conformément à l'article R.181-46 du Code de l'environnement.</p> <p>Non-conformité donnant lieu à une proposition de mise en demeure 1 :</p> <p>Considérant les modifications des installations effectuées non déclarées à Monsieur le Préfet préalablement à leurs réalisations, l'exploitant doit soit revenir en conformité à son arrêté d'autorisation, soit mettre en conformité l'installation avec la réglementation en vigueur et informer Monsieur le Préfet des Hauts-de- Seine de ces modifications par un porter à connaissance conformément à l'article R. 181-46 du code de l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection du 29/09/20, il a été constaté des modifications au sein du site d'AXA Investment Managers Paris, à savoir l'installation d'une mezzanine sur deux niveaux dans la cellule louée à DISTRICASH.</p> <p>Cette modification n'avait pas fait l'objet d'un porter à connaissance au Préfet.</p> <p>Cette non-conformité a fait l'objet d'un arrêté de mise en demeure qui a été pris le 02/12/2020.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 06/04/2023, l'inspection a à nouveau constaté la présence de la mezzanine, sans système de détection dédié et adapté.</p> <p>L'établissement n'était donc toujours pas conforme à son arrêté d'autorisation et n'avait pas réalisé les démarches pour se mettre en conformité.</p> <p>Dans ce contexte, la mise en demeure n'a pas pu être levée et l'inspection des installations classées a proposé d'imposer une astreinte journalière de 150 € à l'exploitant jusqu'à la remise en conformité. L'arrêté imposant l'astreinte à l'encontre de l'établissement a été pris le 18/07/2023.</p> <p>Lors de la visite du 18/03/2025, l'inspection a constaté que la société DISTRICASH n'était plus présente sur site et que la mezzanine avait été démantelée. L'exploitant a transmis par courriel du 08/04/2025 l'attestation de démantèlement fourni par DISTRICASH attestant avoir démonté la mezzanine du site de Gennevilliers depuis le 06/01/2025. À noter que le bâtiment exploité par AXA Investment Mangers Paris n'accueille aujourd'hui plus aucune activité de stockage.</p> <p>L'inspection propose de lever la mise en demeure et de liquider l'astreinte journalière à compter de la date de notification de l'arrêté préfectoral prononçant l'astreinte (21/07/2023) jusqu'à la veille de la date de démantèlement de la mezzanine, soit le 05/01/2025.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Surveillance et contrôle des accès

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 02/12/2020, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, accès en cas d'incendie

<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 06/04/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société SCI GENNEVILLIERS LOGISTICS INVESTMENTS est mise en demeure, conformément aux dispositions du point 25 de l'annexe II de l'arrêté du 11/04/2017 précité, de justifier d'une surveillance permanente de l'entrepôt permettant notamment l'alerte de l'équipe d'intervention, ainsi que l'accès des services de secours en cas d'incendie, d'assurer leur accueil sur place et de leur permettre l'accès à tous les lieux, y compris les cellules louées.</p> <p>Non-conformité donnant lieu à une proposition de mise en demeure 3 :  Contrairement au point 25 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017, l'exploitant n'a pas pu justifier d'une surveillance permanente de l'entrepôt permettant notamment l'alerte de l'équipe d'intervention, ainsi que l'accès des services de secours en cas d'incendie, d'assurer leur accueil sur place et de leur permettre l'accès à tous les lieux.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors des précédentes visites d'inspection, il a été constaté que contrairement au point 25 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, l'exploitant n'a pas pu justifier d'une surveillance permanente de l'entrepôt permettant l'alerte de l'équipe d'intervention ainsi que l'accès des services de secours en cas d'incendie, d'assurer leur accueil sur place et de leur permettre l'accès à tous les lieux.</p> <p>En effet, un locataire n'avait pas fourni ses clés à l'exploitant permettant l'accès à ses locaux. Compte tenu de la persistance de l'inobservation de la prescription, l'inspection des installations classées avait proposé au Préfet des Hauts-de-Seine d'imposer une astreinte journalière de 30 € à l'exploitant jusqu'à la remise en conformité (article 3 de l'arrêté préfectoral DCPAT n°2023-106)</p> <p>L'inspection a constaté que tous les locataires du bâtiment A ont quitté les lieux, ce dernier n'accueille aujourd'hui plus aucune société et par conséquent plus aucune activité de stockage.</p> <p>L'exploitant a démontré que le gardiennage du site, réalisé 24h/24 par un agent SSIAP 1, permet d'assurer une surveillance permanente de l'entrepôt permettant l'accès des services de secours à tous les lieux en cas d'incendie.</p> <p>Au regard de ces éléments, l'inspection des installations classées propose de lever cette mise en demeure sans liquider l'astreinte associée, considérant que la non-conformité a été suivie d'effet en amont de la notification de l'arrêté préfectoral imposant une astreinte journalière à AXA Investment Managers Paris.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 02/12/2020, article 6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Présence de personnel formé</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 06/04/2023</li> </ul>

- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte

#### **Prescription contrôlée :**

La société SCI GENNEVILLIERS LOGISTICS INVESTMENTS est mise en demeure, conformément aux dispositions du point 22 de l'annexe II de l'arrêté du 11/04/2017, de démontrer et justifier l'organisation en place visant à garantir la présence en permanence de personnel formé aux tâches de sécurité incendie dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Non-conformité donnant lieu à une proposition de mise en demeure 6 :

Contrairement au point 22 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017, l'exploitant ne peut pas justifier de la présence en permanence de personnel formé aux tâches de sécurité incendie dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie.

#### **Constats :**

Lors des précédentes visites d'inspections, il a été constaté que contrairement au point 22 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, en cas d'indisponibilité du système d'extinction automatique, l'exploitant ne peut pas garantir la présence d'un personnel formé aux tâches de sécurité incendie présent en permanence sur le site.

Compte tenu de la persistance de l'inobservation de la prescription, l'IIC a proposé une astreinte journalière de 50 € par jour à l'exploitant à compter de la notification de l'arrêté préfectoral jusqu'à satisfaction de la mise en demeure, ce qui a été imposé par AP du 18/07/2023.

Lors de la visite du 18/03/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection le contrat de gardiennage du site entre la société de sécurité SAGA et la société COGESTRA pour le compte d'AXA Investment managers Paris. Ce contrat, datant de 2019, impose un gardiennage du site 24h/24 avec la présence d'un agent de sécurité incendie (SSIAP 1).

L'exploitant a également transmis son PDI (Plan de Défense Incendie) dont la dernière mise à jour date du 15/03/2023 et dont un point sur les mesures prises en cas d'indisponibilité du système d'extinction automatique a été intégré.

Ces mesures sont (en plus des dispositions constructives) :

- l'interdiction des travaux par points chauds
- une surveillance accrue par les agents de sécurité
- Mise en place de rondes supplémentaires sur les ou la cellule concernée par l'indisponibilité du SPK.

Au regard de ces éléments, l'inspection des installations classées propose de lever cette mise en demeure sans liquider l'astreinte associée, considérant que la non-conformité a été suivie d'effet en amont de la notification de l'arrêté préfectoral imposant une astreinte journalière à AXA Investment Managers Paris.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 :** Exercice d'évacuation du personnel

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 31/12/2020, article 5

**Thème(s) :** Risques accidentels, exercice d'évacuation

<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 06/04/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société SCI GENNEVILLIERS LOGISTICS INVESTMENTS est mise en demeure conformément aux dispositions du point 14 de l'annexe II de l'arrêté du 11/04/2017, d'organiser et justifier de la réalisation d'un exercice d'évacuation.</p> <p>Non-conformité donnant lieu à une proposition de mise en demeure 9 : Contrairement au point 14 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, l'exploitant n'organise pas un exercice d'évacuation tous les six mois.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors des précédentes visites d'inspection (23/09/2020 et 06/04/2023) , il a été constaté que contrairement au point 14 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, l'exploitant n'organisait pas d'exercice d'évacuation tous les six mois.</p> <p>Compte tenu de la persistance de l'inobservation de la prescription, l'IIC a proposé une astreinte journalière de 30 € par jour à l'exploitant à compter de la notification de l'arrêté préfectoral jusqu'à satisfaction de la mise en demeure, ce qui a été imposé par AP du 18/07/2023.</p> <p>L'exploitant a transmis en amont de la visite d'inspection du 18/03/2025 le compte rendu de l'exercice de défense incendie réalisé le 25/04/2023. Cet exercice a également servi d'exercice d'évacuation du site.</p> <p>L'inspection des installations classées considère que la non-conformité a été levée et propose de lever la mise en demeure sans liquider l'astreinte associée, la non-conformité ayant été suivie d'effet en amont de la notification de l'arrêté préfectoral imposant une astreinte journalière à AXA Investment Managers Paris.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Détection automatique d'incendie sur mezzanine**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II point 12</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, détection incendie mezzanine</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 06/04/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas</p>

des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu. [...]

Non-conformité A : Contrairement au point 12 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017, dans le cas des cellules comportant au moins une mezzanine, un système de détection dédié et adapté n'est pas prévu.

**Constats :**

Lors de la visite du 06/03/2023, l'inspection a constaté que la mezzanine composée de 2 niveaux dans la cellule occupée par la société DISTRICASH était toujours en place sans système de détection incendie dédié contrairement au point 12 de l'annexe II de l'arrêté.

L'exploitant a indiqué que DISTRICASH n'était plus présente sur site et l'inspection a constaté que la mezzanine avait été démantelée.

L'inspection considère que la non-conformité a été suivie d'effet et propose de lever la mise en demeure.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Prescriptions générales – nombre de cellules – conformité au dossier et aux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/03/2005, article Titre 1 condition 1

**Thème(s) :** Situation administrative, exploitation conforme au dossier et aux plans

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 06/04/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

**Prescription contrôlée :**

Les installations seront situées et aménagées conformément au dossier et aux plans en date du 19/06/2003.

[...] Il est divisé en 8 cellules. [...]

Non-conformité B : L'exploitant doit déterminer si la paroi de la cellule VIR présentant une ouverture a pour fonction de diviser deux cellules au sens de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 08/03/2005 et de mettre en œuvre, le cas échéant, les travaux nécessaires à sa mise en conformité.

**Constats :**

Lors des précédentes visites, l'inspection avait remarqué la présence d'une paroi présentant une ouverture au sein de la cellule VIR.

L'exploitant devait déterminer si cette paroi avait pour fonction de diviser deux cellules au sens de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 08/03/2005 et mettre en œuvre, le cas échéant, les travaux nécessaires à sa mise en conformité.

Lors de la visite du 14/03/2025, l'exploitant a indiqué que cette paroi était uniquement une paroi de séparation ne présentant aucune tenue coupe-feu.

L'exploitant a également réalisé en 2023 une nouvelle étude FLUMILOG en prenant en compte la situation réelle du site. Cette étude a été transmise à l'inspection des installations classées. L'inspection des installations classées considère que la non-conformité a été suivie d'effet et propose de lever la mise en demeure.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Respect des dispositions constructives – état des murs coupe-feu**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/03/2005, article Conditions 11, 12, 16, 17, 27

**Thème(s) :** Risques accidentels, respect des dispositions constructives définies dans l'arrêté préfectoral

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 06/04/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

**Prescription contrôlée :**

Condition 11 : [...] les parois séparant les cellules devront être coupe-feu de degré 2 heures.

Les percements effectués dans les murs ou parois séparatifs, par exemple pour le passage de gaines, seront rebouchés afin d'assurer un degré coupe-feu équivalent exigé aux murs séparatifs. [...]

Condition 12 : L'entrepôt est divisé en 8 cellules de surface comprise entre 670 m<sup>2</sup> et 6 540 m<sup>2</sup>, l'ensemble des cellules étant muni de l'extinction automatique d'incendie.

En cas de modification de l'implantation des cellules, la taille d'une cellule munie de l'extinction automatique devra toujours être inférieure à 6000 m<sup>2</sup>.

Condition 16 : On isolera les ateliers, les locaux administratifs et techniques et les locaux sociaux des cellules de stockage de l'entrepôt par des parois coupe-feu de degré 2 heures ? Les blocs-portes de communication seront coupe-feu de degré 1 heure au minimum et munie d'un ferme-porte.

Non-conformité C : Il est demandé à l'exploitant d'établir un bilan sur la conformité du site aux dispositions constructives de l'arrêté préfectoral RAA n°2005-098 du 08 mars 2005, en particulier les conditions 11, 12, 16, 17 et 27 (énonciation non exhaustive), et de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 en ce qui le concerne. Il effectuera également une étude FLUMILOG visant à déterminer les flux thermiques mis en jeu en cas d'incendie de l'établissement et justifiera, le cas échéant, la suffisance du volume libre de la coursive comme obstacle à la propagation d'un incendie.

**Constats :**

Lors de l'inspection du 06/04/2023, l'inspection a constaté que des percements ont été effectués dans les murs ou parois séparatifs.

Il a également été constaté une forte détérioration du mur séparant la cellule DISTRICASH et DPD suite à un affaissement du sol. Ce constat a fait l'objet d'une mise en demeure demandant à l'exploitant d'établir un bilan sur la conformité du site aux dispositions constructives de l'arrêté

<p>préfectoral RAA n°2005-098 du 08/03/2005, en particulier les conditions 11,12,16,17 et 27.</p> <p>L'exploitant a fait réaliser par la société Risk contrôle une étude de la tenue au feu de l'ensemble des murs. L'exploitant a transmis le rapport, daté du 18/12/2023 et concluant sur la conformité au DTU 20.1 P3.</p> <p>En revanche, il a été constaté la présence de fissures et d'ouvertures au niveau des murs pouvant dégrader les caractéristiques de résistance au feu.</p> <p>L'exploitant a également transmis une facture datée du 29/04/2024 concernant des travaux de réparation par comblement des différentes fissures présentes dans les cellules.</p> <p>L'inspection considère que la non-conformité a été suivie d'effet et propose de lever la mise en demeure.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Issues de secours maintenues en libre accès

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/03/2005, article Condition 17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, accès aux issues de secours
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 06/04/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Les cheminements d'évacuation du personnel et les issues de secours seront clairement balisés, repérables en toutes circonstances et toujours maintenus libres d'accès, sur une largeur d'au moins 0,9 m.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection du 06/04/2023, il a été constaté au niveau de la cellule DISTRICASH, qu'une porte servant d'issue de secours était entravée par une barre de fer.</p> <p>Ainsi, contrairement à la condition 17 de l'arrêté préfectoral du 08/03/2005, les issues de secours ne sont pas maintenues en libre accès.</p> <p>L'exploitant a indiqué que la société DISTRICASH a quitté le site et que l'ensemble des issues de secours étaient désormais accessibles, des rondes régulières sont effectuées et ce point est régulièrement vérifié. L'inspection a constaté que les issues de secours étaient maintenues libres d'accès.</p> <p>L'inspection des installations classées considère que la non-conformité a été suivie d'effet et propose de lever la mise en demeure.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Porte coupe-feu

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/03/2005, article condition 11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, compartimentage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b>

<ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 06/04/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] les portes communicantes entre cellules doivent être coupe-feu de degré 2 heures et munies d'un dispositif de fermeture automatique qui doit pouvoir être commandé de part et d'autre du mur de séparation des cellules. La fermeture des portes coupe-feu ne doit pas être gênée par des obstacles.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection du 06/04/2023, il a été constaté au niveau de la cellule DISTRICASH que la porte coupe-feu séparant la cellule principale au niveau de la mezzanine située au-dessus du quai de chargement était maintenue ouverte par une cale.</p> <p>Ainsi, contrairement à l'alinéa 4 de la condition 11 du titre II de l'arrêté préfectoral du 08/03/2005, la fermeture automatique de la porte en cas d'incendie n'était pas assurée.</p> <p>La société DISTRICASH a quitté le site, la mezzanine a été démantelée. La porte coupe feu reliant la cellule principale à la mezzanine a également été enlevée.</p> <p>L'inspection des installations classées considère que la non-conformité a été suivie d'effet et propose de lever la mise en demeure.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 10 : Situation administrative au titre des ICPE**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2021, article R.511-9 et son annexe, rubrique 1510</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, fusion des 2 sites</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 06/04/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques</p> <p>Observation 1 : Les entrepôts A et B ne sont pas considérées comme une seule installation. L'inspection des installations classées considère qu'il n'y a pas lieu de séparer administrativement les deux installations classées. Celles-ci forment un ensemble au regard des intérêts à protéger au titre de l'article L.511-1 du code de l'environnement. L'exploitant devra régulariser sa situation administrative et considérer les 2 bâtiments comme une seule entité en déposant un porter à connaissance au préfet.</p>

<b>Constats :</b>  L'exploitant a indiqué que les deux bâtiments A et B sont distants l'un de l'autre de plus de 40 mètres, constituant ainsi 2 IPD (Installation, Pourvue d'une toiture, Dédiée au stockage) distinctes. Considérant qu'un projet de restructuration du site est également en cours, il apparaît inutile de regrouper aujourd'hui les deux entités.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Exercice de défense contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 02/12/2020, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, réalisation d'un exercice de défense contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 06/04/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société SCI GENNEVILLIERS LOGISTICS INVESTMENTS est mise en demeure conformément aux dispositions du point 13 de l'arrêté du 11/04/2017, d'organiser et justifier de la réalisation d'un exercice de défense contre l'incendie.  Non-conformité donnant lieu à une proposition de mise en demeure 5 : Contrairement au point 13 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017, l'exploitant n'a pas organisé d'exercice de défense contre l'incendie.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis le compte rendu de l'exercice incendie réalisé par la société GESTIIM le 25/04/2023. Ce compte-rendu indique une bonne réactivité du personnel, l'évacuation a été réalisée rapidement et en bon ordre. Il est suggéré dans les axes d'améliorations de mettre en place un document de synthèse afin de faciliter le décompte des personnes évacuées et rendre plus fiable la levée de doute sur les absents.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : État des matières stockées - gestion accidentelle (sites A et E)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 3. Connaître les quantités de matières dangereuses
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 06/04/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> </ul>

**Prescription contrôlée :**

Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :

1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

**Constats :**

L'inspection a constaté que l'état de stocks de l'établissement était suivi par l'exploitant via l'outil DOCOSTOCK. Cet outil, mis à jour de manière hebdomadaire, est accessible par les services de secours via un Qr Code.

Un plan du stockage y est associé.

Cet état des stocks regroupe les activités du bâtiment A (AXA Investment Managers Paris) et le bâtiment B (AXA REIM France)

À noter que le bâtiment A n'accueille plus aucune activité de stockage, l'activité de stockage est uniquement présente dans le bâtiment B (AXA REIM France)

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 13 : État des matières stockées d'information de la population (A et Enr)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2

**Thème(s) :** Actions nationales 2023, 3. Inventaire synthétique

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 06/04/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

**Prescription contrôlée :**

Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :

2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.
<b>Constats :</b>  L'état des stocks est présenté sous un format synthétique permettant de fournir une information vulgarisée sur les produits présents. Le bâtiment A n'exploite plus aucune activité de stockage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 14 : Effets thermiques sur les tiers (A et E)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 2.c Prévenir les effets thermiques sur les tiers
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 06/04/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m2. Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.  Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a mis à jour ses études FLUMILOG. Ces études, transmises à l'inspection des installations classées, ont été réalisées dans des conditions majorantes avec du stockage en masse et en rack. Ces études concluent sur le maintien des flux thermiques dans les limites de propriété. À noter que plus aucune activité de stockage n'est présente dans le bâtiment A, toutes les cellules sont aujourd'hui vides.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite